

## **Conseil d'Administration de l'Inserm du 06 décembre 2018**

### **Déclaration des élus SNTRSCGT sur le budget initial 2019**

Le budget initial 2019 ne répond pas aux missions de l'Institut. Bien qu'il augmente de 4,1 millions d'euros par rapport au budget initial 2018, (soit une hausse de 0,45%), cela correspond en fait, à une baisse en euros constants si nous tenons compte de l'inflation qui est légèrement supérieure à 2% !

Cette légère hausse du budget est due surtout au financement des mesures salariales engagées par l'Etat pour l'année 2019 (RIFSEEP, PPCR, ...) pour 3 millions d'euros et à celles de 2018 qui n'étaient pas budgétisées (pour 6,2 millions d'euros). Notons la baisse annoncée des ressources propres (contrats) en 2019 de 5,2 millions d'euros (fin de certains financements du PIA 1 et 2, de contrats européens Horizon 2020, ...). Ce budget ne permet donc pas d'augmenter les financements récurrents des laboratoires qui restent au même niveau. Ce qui accroît la course sans fin aux contrats qui épuise les personnels et qui est source de tension, de mal être, de souffrance. Oui les personnels souffrent dans les laboratoires et les services.

L'absence de création de postes en 2019 (comme pour les années précédentes) et le faible niveau de recrutement de chercheurs et d'IT (toujours fixé à 75 IT et 60 Chargés de Recherche, depuis 2015 jusqu'en 2020, soit les niveaux les plus bas à l'Inserm) ne permettront pas de résorber la forte précarité ni de débloquer les carrières des personnels. Cela signifie que les promotions des IT seront encore en très faible nombre, ne permettant pas la reconnaissance de leurs qualifications et de leur ancienneté !

Nous notons que le nombre de possibilités de promotion au grade de Chargés de Recherche Hors Classe est le même en 2019 qu'en 2018 soit 40 postes, alors qu'il nous avait été dit que l'Inserm souhaitait un nombre plus grand de promotions pour les nombreux chercheurs bloqués depuis plus de 10 ans au dernier échelon des CR ! Il n'y a toujours rien de prévu pour augmenter sensiblement les primes de recherche scandaleusement basses des chercheurs !

Pour équilibrer son budget, l'Inserm doit donc faire des économies, notamment sur les fonctions support telles que le budget de l'immobilier qui baisse de 5,6% et le budget des "moyens informatiques communs " qui baisse de 4,3% alors que la Direction vient de décider une réforme ambitieuse de l'organisation et des missions du Département des Services informatiques. Pour que cette nouvelle réorganisation de la DSI soit une réussite, le comité technique avait voté à l'unanimité un avis sur la nécessité d'augmenter ses moyens. Or nous constatons que ce n'est pas le cas, le changement d'orientation du DSI ne peut se faire « à moyens et effectifs constants », ce qui ne pourra qu'entraîner des difficultés dans la mise en œuvre de cette réorganisation.

Tout ceci semble contredire les vœux de la Ministre de la recherche qui, s'exprimant le 22 novembre à la Sorbonne, souhaite faire de la France « Le Campus du Monde et le laboratoire du Monde ». Or, vu le

budget de son ministère et sa politique de finalisation à outrance, la recherche française décroche. Ainsi, le CNRS recrutera 50 chercheurs de moins en 2019 et l'université de Lille, en très grande difficulté financière, ne recrutera pas d'enseignants chercheurs l'année prochaine.

Si le budget de l'Inserm n'est pas aussi catastrophique que celui du CNRS ou de l'université de Lille, il n'en est pas moins marqué du sceau de l'austérité. Comment dans ces conditions, l'Institut peut-il assumer les besoins de la connaissance, les besoins de recherche qui ne cessent de croître avec des moyens qui diminuent ?